Automne 2013
ISSN 2291-8191

Bulletin d'information du Canada sur la traite de personnes

Edition spéciale

BUILDING A **SAFE** AND **RESILIENT CANADA**

Le problème de la traite de personnes ne peut être résolu par un seul organisme, qu'il soit public, privé ou non gouvernemental. On ne parviendra à une solution efficace et durable à cet enjeu que si l'on adopte une approche dans le cadre de laquelle interviennent de multiples intervenants, en mettant l'accent sur les partenariats.

- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, 2010 [Traduction]

Les partenariats public-privé...

Les partenariats public-privé (PPP) sont des coentreprises entre le secteur public (p. ex. les différents ordres de gouvernement) et le secteur privé (p. ex. les entreprises, les organismes de bienfaisance, les sociétés, l'industrie) pour faire avancer une cause, en l'occurrence le programme de lutte contre la traite de personnes.

Cette édition spéciale du bulletin met l'accent sur des exemples de PPP canadiens et de l'étranger couronnés de succès dans la lutte contre la traite de personnes. Afin de souligner et de promouvoir le rôle du secteur des entreprises et du secteur privé dans la lutte contre ce crime, le présent numéro contient également des exemples d'initiatives de lutte contre la traite de personnes menées par le secteur privé.

Les PPP en action – Au pays

SMART : Un partenariat public-privé en action

Dans le cadre de son engagement national visant à mettre fin à la traite des femmes et des filles à des fins d'exploitation sexuelle au Canada, la Fondation canadienne des femmes, soutenue par des partenaires du secteur canadien des entreprises, finance actuellement un programme novateur à Surrey, en Colombie-Britannique (C.-B.). La Surrey Mobile Assault Response Team (SMART) est une équipe interdisciplinaire de prestataires de services médicaux, juridiques et sociaux qui offre aux femmes et aux filles victimes de la traite de personnes une aide à court terme et des soins médicaux d'urgence dans le cas de blessures résultant d'une agression physique ou sexuelle. SMART est la seule équipe du genre au Canada.

Financé par un partenariat entre le ministère fédéral de la Justice et le Bureau de lutte contre la traite de personnes du ministère de la Justice (OCTIP), SMART est la seule équipe d'intervention mobile d'urgence qui travaille 24 heures sur 24 dans la région. Depuis avril 2013, l'équipe SMART est venue en aide à 31 femmes et filles (toutes âgées de moins de 24 ans), dont sept avaient subi de la violence extrême de la part de trafiquants.

DANS LE PRESENT NUMERO

Partenariats publics-privés de lutte contre la traite de personnes

Les PPP en action – Au pays

Les PPP en action –Partout dans le monde

La traite de personnes, le secteur privé et les entreprises responsables

Ressources et publications

Note à nos lecteurs

En collaboration avec l'hôpital Surrey Memorial, SMART s'affaire également à mettre au point la trousse « Help, Don't Hinder ». Cette trousse aidera le personnel des services d'urgence à intervenir en cas d'indices de traite de personnes dans 13 hôpitaux de la région.

SMART existe grâce à un partenariat entre le Women's Centre Society de Surrey et la Fraser Health Authority.

Ce financement s'inscrit dans une stratégie plus large, à laquelle un budget de deux millions a été affecté, que la Fondation canadienne des femmes déploiera au cours de la prochaine année. Cet argent permettra de financer des programmes qui viennent en aide aux femmes et aux filles qui souhaitent échapper à l'exploitation sexuelle et refaire leur vie, par la recherche, la réunion d'experts, de survivantes et de dirigeants communautaires au sein d'un groupe de travail sur la traite des femmes et des filles au Canada.

Pour en savoir plus sur les activités de la Fondation canadienne des femmes visant à mettre un terme à la traite de personnes, consultez le site http://www.canadianwomen.org/fr/traite.

La traite de personnes dans le Plan d'action de la gestion − lutté contre la traite de personnes avec les entreprises de Prince George

À Prince George (C.-B.), la question de la traite de personnes fait partie du Plan d'action de gestion (PAG) par l'entremise de partenariats entre des acteurs clés du secteur des entreprises, y compris la Chambre de Commerce de Prince George et Canfor Products Ltd. L'objectif consiste, à faire de la sensibilisation à propos de ce crime et à appuyer la définition de stratégies d'intervention et de prévention.

Cette initiative permet aux entreprises et à d'autres organismes de la région d'avoir une meilleure compréhension de la question. Non seulement les membres du personnel disposent des outils pour être en mesure de repérer les victimes potentielles de la traite de personnes, mais ils savent aussi avec qui communiquer lorsqu'ils les rencontrent.

Ce travail a été entrepris par la Prince George and District Elizabeth Fry Society, en partenariat avec le ministère de la Justice et l'OCTIP. Pour en savoir plus, veuillez communiquer avec Bally Bassi, à bally@pgefry.bc.ca.

Campagne de sensibilisation TruckSTOP

Élaborée à l'origine à l'aide du soutien financier de Sécurité publique Canada, la campagne TruckSTOP de PACT-Ottawa continue d'innover pour éduquer, responsabiliser et mobiliser l'industrie du camionnage et le grand public à l'égard de la lutte contre la traite de personnes. La Campagne TruckSTOP est une initiative de sensibilisation qui donne aux grands voyageurs les connaissances dont ils ont besoin pour détecter les cas potentiels de trafic de personnes et alerter les autorités. Agissant comme des « patrouilleurs de la route », les camionneurs et les grands voyageurs peuvent agir comme la première ligne de défense contre ce crime.

Des partenaires et des collaborateurs du secteur privé de la Campagne TruckSTOP comprennent le Yanke Group of Companies, les arrêts routiers Fifth Wheel et Drive Logistics.

Pour en savoir plus sur la Campagne TruckSTOP, visitez le site Web de PACT-Ottawa, à www.pact-truckstop.org/, ou sa page Facebook.

La sensibilisation à la traite de personnes en hausse dans les hôtels de Montréal (Québec)

Depuis 2012, la Gendarmerie royale du Canada (GRC) travaille en collaboration avec le Mouvement anti-traite de Montréal (MATM) à mieux faire connaître l'enjeu de la traite de personnes en collaboration avec plusieurs hôtels de la région de Montréal. Plus de 50 hôtels ont reçu la trousse de sensibilisation du Centre national de coordination contre la traite de personnes de la GRC ayant pour thème « Je ne suis pas à vendre », et les employés d'au moins 12 hôtels ont suivi des séances de formation dirigées par la GRC sur la traite de personnes, qui visaient à leur faire connaître les lois et les enjeux entourant la traite de personnes et ses victimes.

Par ailleurs, depuis 2012, en partenariat avec le Service de police de la Ville de Montréal, la GRC travaille à sensibiliser le personnel des salons de massage de la région de Montréal à l'égard de la traite de personnes. Il arrive que les salons de massage soient considérés comme une façon de dissimuler la traite de personnes.

PPP en action – Partout dans le monde

Améliorer la chaîne d'approvisionnement : H&M et l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance)

Depuis 2004, le détaillant mondial H&M et l'UNICEF travaillent ensemble au respect, au soutien et à la défense des droits de l'enfant. H&M croit qu'investir dans l'enfance est essentiel pour bâtir un avenir durable tout en favorisant une économie productive. Grâce à ses activités de diligence raisonnable et à une étroite collaboration avec l'UNICEF, H&M continue d'améliorer sa chaîne d'approvisionnement en s'attaquant principalement au travail des enfants dans l'industrie du coton dans le Tamil Nadu, en Inde, et à la pauvreté des enfants à Dhaka, au Bangladesh, où le secteur du vêtement est très important.

En 2009, H&M a créé la campagne « All for Children », projet pluriannuel mis en place par l'UNICEF pour renforcer les collectivités afin de protéger les enfants contre des pratiques néfastes, comme le travail des enfants et la traite de personnes, tout en œuvrant à accroître l'accès à une éducation de qualité. Le programme soutient également la mise en œuvre de politiques gouvernementales et touche plus de 2 millions d'enfants et d'adultes.

Pour plus de renseignements, veuillez visiter le site suivant : http://about.hm.com/AboutSection/fr/About/Sustainability/Commitments/Communities/Community-Projects/All-for-Children.html.

En 2010, H&M a convaincu le gouvernement du Bangladesh d'augmenter le salaire minimum. Il s'agit d'une étape importante dans l'amélioration de la qualité de vie de la population active adulte et des millions d'enfants qui en dépendent. Pour plus de renseignements, veuillez visiter le site suivant : http://about.hm.com/AboutSection/fr/About/Sustainability/Commitments/Communities/Community-Projects/All-for-Children.html.

Ces efforts s'inscrivent également dans l'intégration des Droits de l'enfant et des principes commerciaux (lancés en 2012 et élaborés par l'UNICEF, Aide à l'enfance, et le Pacte Mondial des Nations Unies) à ses politiques et opérations. Pour davantage de renseignements, veuillez consulter le site suivant : http://www.unicef.org/csr/12.htm [en anglais seulement].

Le partenariat entre les départements de la Sécurité intérieure et du Transport des États-Unis et Amtrak pour lutter contre la traite de personnes

Le 4 octobre 2012, les départements de la Sécurité intérieure (DHS) et du Transport (DOT) annonçaient un partenariat avec Amtrak pour lutter contre la traite de personnes. Dans le cadre de ce partenariat, le DHS et le DOT ont travaillé avec Amtrak pour former plus de 8 000 employés du transport de première ligne et les agents du service de police Amtrak à l'identification et à la reconnaissance des signes de la traite de personnes, ainsi qu'à la façon de signaler les cas présumés de traite de personnes (à l'aide du matériel de formation et de sensibilisation élaboré par le DHS et le DOT dans le cadre de la campagne DHS Blue).

Un partenariat pour la liberté : Prix de l'innovation dans la lutte contre la traite de personnes

Lancé le 17 septembre 2013 et dirigé par Humanity United, le ministère de la Justice (DOJ) des États-Unis et d'autres agences fédérales américaines, avec le soutien de l'initiative *10,000 Women* de Goldman Sachs, de la fondation Righteous Persons de Steven Spielberg et d'un nombre croissant de sympathisants, le Partnership to Freedom a créé un fonds d'action de 6 millions de dollars. Ce fonds soutiendra des solutions innovantes qui visent à améliorer les soins aux victimes de la traite de personnes et de l'esclavage moderne.

Les collectivités sont mises au défi d'élaborer des solutions globales de collaboration pour les soins aux survivants de la traite de personnes, qui pourront être évaluées et élargies aux échelons national et mondial par l'entremise des politiques et des programmes fédéraux.

Pour plus d'information sur l'initiative Partnership to Freedom, veuillez visiter le site http://www.partnershipforfreedom.org/ [en anglais seulement].

UN.GIFT, Microsoft et la campagne « End Human Trafficking Now » – Formation en ligne sur la traite de personnes pour les entreprises

La formation en ligne a été créée par la GIFT de l'ONU et la campagne « End Human Trafficking Now! », avec le

soutien de partenaires privés. Cet outil Web interactif, dont Microsoft est le concepteur technique et le parrain, favorise la détection des risques potentiels de traite de personnes dans les entreprises, et enseigne les mesures à prendre pour atténuer ces risques.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou pour accéder à cette formation, veuillez consulter le http://www.endhumantraffickingnow.com/wp-content/uploads/2013/01/E-Tool.pdf [en anglais seulement].

La traite de personnes, le secteur privé et les entreprises responsables

Coalition mondiale des entreprises contre la traite de personnes

Les entreprises ont un rôle essentiel à jouer dans la lutte contre la traite de personnes sous toutes ses formes dans le monde. La Global Business Coalition Against Human Trafficking (gBCAT) est une coalition mondiale d'entreprises qui vise à diffuser l'information et des pratiques exemplaires pour s'attaquer à la vulnérabilité potentielle des entreprises et de leurs opérations devant la traite de personnes.

La gBCAT met l'accent sur quatre domaines clés.

1. Formation et éducation (employés, fournisseurs et sous-traitants)
2. Sensibilisation aux politiques de l'entreprise pour lutter contre la traite à des fins sexuelles
3. Détection et prévention de la traite de personnes dans l'exploitation de la chaîne d'approvisionnement.
4. Communication et sensibilisation par le leadership et la communication de pratiques d'excellence

Parmi les sociétés qui font partie de la gBCAT, notons : Delta Airlines, Microsoft, Ford, Carlson, LexisNexis et The Coca-Cola Company. Pour en savoir davantage, veuillez visiter le site http://www.gbcat.org/ [en anglais seulement].

Voyage et tourisme

d3h Hotels et ACT Alberta, partenaires

d3h Hotels est une société de gestion hôtelière possédant des propriétés en Alberta et en Saskatchewan. En 2012, le siège social de d3h Hotels et les directeurs d'hôtels ont participé au congrès Days Inn General Conference à Las Vegas. Inspirés par une conférence organisée par ECPAT International et le projet Polaris, les participants ont décidé d'agir pour lutter contre la traite de personnes. Emportant cette passion avec eux, ils ont élaboré un programme de formation. Ce programme comprend un code de conduite, des politiques et des procédures en matière de traite de personnes et d'exploitation sexuelle, des manuels de formation et une séance de formation de deux heures pour le personnel. Ils ont également établi des partenariats avec les services de police locaux et ACT Alberta, l'un des principaux organismes de lutte contre la traite de personnes au Canada.

ACT Alberta a fourni à d3h Hotels des ressources, de l'information et des dépliants pour la formation donnée dans ses 11 établissements hôteliers de l'Alberta et de la Saskatchewan, en plus d'organiser des séances d'une demi-heure lors des séminaires de formation de l'établissement d3h de Calgary, d'Edmonton et de Red Deer, en Alberta.

Pour en savoir davantage, consultez http://www.actalberta.org/ (ACT Alberta) ou http://www.d3h.ca/ (d3h Hotels) [en anglais seulement].

Les planificateurs de congrès ont-ils un rôle à jouer dans la lutte contre la traite de personnes? Absolument.

En janvier 2012, Nix Conference and Meeting Management (St. Louis, Missouri) est devenue la première société de planification de congrès des États-Unis à signer le Mettre fin à prostitution et la pornographie enfantine et le trafic d'enfants à des fins sexuelles (ECPAT)-USA Meeting Planners Code of Conduct. Nix espère encourager les entreprises du secteur national de la planification de congrès à aborder la question dans chaque hôtel où elles font des affaires. Pour plus de renseignements, veuillez visiter le site suivant : http://www.nixassoc.com/more-about-nix/ [en anglais seulement].

L'initiative « Passport to Freedom » de Sabre

À la fin de 2012, Sabre Holdings, la société des technologies de voyage de Travelocity, lançait l'initiative

« Passport to Freedom », qui vise à former ses 10 000 employés répartis dans 60 pays sur les moyens de repérer et de signaler les cas potentiels de traite de personnes. Sabre compte élargir son champ d'action aux entreprises, aux agences de voyages et aux voyageurs qui utilisent ses logiciels. Ultimement, la société souhaite inclure des liens informatifs dans tous ses itinéraires pour faire de la sensibilisation à propos de ce crime. Sabre crée également une bourse d'études à long terme et un programme de travail pour offrir de la formation professionnelle aux victimes de la traite de personnes afin qu'elles puissent poursuivre une carrière dans le secteur du voyage et du tourisme.

Sabre est la première entreprise technologique mondiale du secteur du voyage à signer le Code de Conduite pour la Protection des Enfants contre l'Exploitation Sexuelle dans le secteur du Voyage et du Tourisme, un ensemble de six directives à mettre en œuvre par les sociétés de voyage et de tourisme pour protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle et la traite de personnes.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'initiative « Passport to Freedom », veuillez visiter les sites suivants : http://www.sabre.com/images/uploads/PassporttoFreedomAnnouncementFactSheetFINAL.9_.26_.12_.pdf ou http://www.sabre.com/home/about/corporate_responsibility/fighting_human_trafficking/ [en anglais seulement].

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Code de conduite pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle dans le secteur du voyage et du tourisme, visitez http://www.thecode.org/ [en anglais seulement].

Carlson, Hilton et Starwood Hotels & Resorts font la promotion de pratiques commerciales responsables pour lutter contre la traite de personnes

Carlson, Hilton et Starwood Hotels and Resorts, trois sociétés mondiales du secteur hôtelier et touristique possédant des établissements dans plusieurs pays, dont le Canada, ont adopté et mettent de l'avant des pratiques commerciales qui visent la protection des victimes de la traite de personnes, ainsi que l'élaboration de mesures proactives de formation des employés. Elles encouragent leurs partenaires et le secteur des entreprises en général à prendre position contre la traite de personnes. Les trois sociétés sont membres de l'international Tourism Partnership, qui rassemble les principales sociétés hôtelières internationales dans des discussions sur la responsabilité sociale du secteur hôtelier et du voyage − y compris à l'égard de la traite de personnes.

Pour en savoir plus sur le travail accompli par ces chaînes hôtelières pour lutter contre la traite de personnes, veuillez visiter leur site Web principal.

Programme de formation Youth Career Initiative Pilots Human Trafficking Awareness

La Youth Career Initiative (YCI) est un programme de formation de six mois de l'International Business Leaders Forum (dont le siège social se trouve au Royaume-Uni), qui offre aux jeunes défavorisés la possibilité de développer des aptitudes personnelles et professionnelles dans des hôtels de premier rang. La YCI a commencé à intégrer des survivants de la traite de personnes réhabilités dans un groupe cible, dans des lieux choisis comme Mexico, le Mexique et Hanoï, au Vietnam. En 2015, YCI souhaite étendre la portée de son travail auprès des victimes de la traite de personnes à de nouveaux lieux.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la YCI, veuillez consulter le site http://www.youthcareerinitiative.org/ [en anglais seulement].

Technologies et communications

Subventions de Microsoft pour la recherche sur la traite de personnes

En juin 2012, l'unité des Crimes numériques et Microsoft Research ont lancé une initiative de soutien pour les chercheurs qui ont des idées novatrices pour mettre en lumière le rôle de la technologie dans la facilitation de la traite d'enfants à des fins sexuelles. Six équipes ont reçu un financement pour étudier divers aspects de cette question, notamment les comportements en ligne des clients, l'incidence de la technologie sur la demande pour des enfants victimes de la traite à des fins sexuelles, et la compréhension qu'ont les juges et les agents de police du rôle de la technologie dans les cas de traite à des fins sexuelles.

L'une des bénéficiaires de ces subventions est la société Sue McIntyre, de Calgary (Alberta). La recherche menée par Mme McIntyre et ses associés concerne la demande et les façons dont la technologie a transformé les modes de recrutement, d'achat et de vente dans la traite de personnes.

À la fin de la recherche, l'unité des Crimes numériques de Microsoft et Microsoft Research comptent publier les résultats pour favoriser l'élaboration d'outils destinés à contrer la traite à des fins sexuelles facilitée par la technologie.

Pour en savoir davantage, veuillez visiter le http://www.microsoft.com/en-us/news/features/2012/jul12/07-18childsextraffickingresearch.aspx [en anglais seulement].

Google aide la lutte contre la traite de personnes

En avril 2013, Google a attribué le prix Global Impact de 3 millions de dollars au projet Polaris, à Liberty Asia et à La Strada International, dans le but de relier les lignes d'aide de la lutte contre la traite des personnes et de collaborer au partage mondial de données. Cette initiative pourrait aider à détecter les signes de la traite et à mieux soutenir les victimes, peu importe où elles se trouvent. Le Global Human Trafficking Hotline Network reliera les données des lignes d'urgence locales, partagera les pratiques prometteuses et élaborera des stratégies qui mettent l'accent sur la lutte contre la traite de personnes et la protection des victimes.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter le site http://googleblog.blogspot.ca/2013/04/fighting-human-trafficking.html [en anglais seulement].

Autres secteurs

Servus Credit Union et ACT Alberta s'unissent pour faire de la sensibilisation à propos de la traite de personnes

La traite de personnes est une infraction sous-jacente au blanchiment d'argent, un crime qui génère des milliards de dollars annuellement. L'augmentation du nombre de cas de traite de personnes dans les régions rurales (et dans certaines régions urbaines) de l'Alberta est source de préoccupations. Pour mieux outiller l'équipe de Servus Credit Union a detecter les infractions sous-jacentes et a favoriser la prévention, la détection et la dissuasion en matière de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, Servus souhaitait s'associer avec des organismes offrant de la formation sur des crimes comme la traite de personnes. Servus collabore avec ACT Alberta pour faire de la sensibilisation à propos de ce phénomène mondial et pour donner à ses analystes une meilleure compréhension de la traite de personnes, dans l'espoir de détecter sa présence lors des analyses d'enquête. Ce partenariat important permet à Servus Credit Union d'acquérir les connaissances nécessaires pour détecter et signaler les cas potentiels de trafic de personnes.

The Coca-Cola Company s'attaque au travail forcé et à la traite de personnes dans la chaîne d'approvisionnement

La Politique des droits sur le lieu de travail et les Principes directeurs pour les fournisseurs de Coca-Cola interdisent l'utilisation de toutes les formes de travail forcé (le travail réalisé par des prisonniers, la main-d'œuvre engagée à long terme, la servitude pour dettes, le travail réalisé par des militaires, et l'esclavage) et la traite de personnes au sein de la société, ainsi qu'au sein des sociétés qui fournissent directement des produits ou des services à l'entreprise. Chaque année, elle procède à des vérifications de conformité de la société, de ses franchises, des embouteilleurs et de la chaîne d'approvisionnement, pour veiller à ce que ses politiques en matière de droits de la personne (et de lutte contre la traite de personnes) soient respectées. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les efforts déployés par la société Coca-Cola dans sa lutte contre la traite de personnes, veuillez-vous rendre à l'adresse http://www.coca-colacompany.com/our-company/transparency-in-supply-chains-addressing-forced-labor-human-trafficking [en anglais seulement].

La campagne « Mettons fin au trafic sexuel des mineurs » de The Body Shop

En 2009, en collaboration avec ECPAT International et des organismes non gouvernementaux (ONG), The Body Shop International lançait une campagne mondiale de sensibilisation de 3 ans, sous le thème « Mettons fin au trafic sexuel des mineurs ». Cette campagne, qui tire à sa fin, a été appuyée par vingt pays et 7 millions de personnes.

Pour plus de renseignements, visitez le site http://www.thebodyshop.ca/fr/values-campaigns/trafficking.aspx.

Ressources et publications

Human Trafficking and Business: Good Practices to Combat Human Trafficking (UN.GIFT, 2010)

Ce rapport présente la traite de personnes et le rôle que peuvent jouer les entreprises dans la lutte contre ce crime. Il définit en termes pratiques la traite de personnes, explique le problème qu'elle représente pour les petites et grandes entreprises et ce que ces entreprises peuvent faire lutter contre ce crime.

Les employeurs et les entreprises sont bien placés pour prendre des mesures efficaces et durables de lutte contre la traite de personnes dans la collectivité, au travail et dans l'économie mondiale. La mobilisation du secteur privé, avec celle des intervenants clés, comme les personnalités politiques publiques et la société civile, est essentielle dans la lutte mondiale pour débarrasser le monde de ce fléau des temps modernes.

Pour accéder à ce rapport, veuillez télécharger le document suivant :
http://www.ungift.org/docs/ungift/Private_Sector_Web.pdf
[en anglais seulement].

The Private Sector's Pivotal Role in Combatting Human Trafficking (Jonathan Tordes, 2012)

La traite de personnes est un secteur d'activités énorme, estimé à des milliards de dollars annuellement. La majeure grande partie de ces bénéfices profite aux trafiquants, à des entrepreneurs illégaux et au crime organisé. Cependant, la traite de personnes apporte également des avantages économiques directs et indirects au secteur privé. Malgré ces réalités économiques, l'approche dominante en matière de lutte contre la traite de personnes a toujours consisté à laisser le champ presque exclusivement libre aux gouvernements et aux organismes de services sociaux. On a exigé peu du secteur privé. Cet article étudie le rôle que le secteur privé peut jouer dans la lutte contre la traite de personnes. Il examine les raisons de faire intervenir le secteur privé et discute des façons dont les décideurs peuvent se servir de la loi pour stimuler cette participation du secteur privé dans la lutte contre ce crime.

Pour lire cet article, veuillez télécharger le document suivant :
http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2002957 [en anglais seulement].

Investing in the Business against Human Trafficking – Embracing the Fourth "P" – Partnerships (Maudisa McSween, 2011)

Cet article met l'accent sur les partenariats multisectoriels, plus particulièrement les partenariats public-privé, dans la lutte mondiale contre la traite de personnes. Il examine les notions juridiques en cause et trace le portrait de l'efficacité de ce type de partenariat en ce qui a trait au trafic des personnes. Il porte également sur les lois et les dispositions qui préconisent la collaboration dans la lutte contre ce crime.

Pour acheter ou télécharger cet article, veuillez visiter le https://litigation-essentials.lexisnexis.com/webcd/app?action=DocumentDisplay&crawlid=1&doctype=cite&docid=6+Intercultural+Hum.+Rts.+L.+Rev.+283&srctype=smi&srcid=3B15&key=5bb8c56f8aaa00f1e4c33ff0f61217c6 [en anglais seulement].

An Innovative Approach to Combat Transatlantic Human Trafficking (Teresa Cantero et Rachel Molomut, Brussels Forum, 2013)

Cet article examine le rôle potentiel du secteur privé et des entreprises dans les efforts de lutte mondiale contre la traite de personnes. Ces dernières décennies, le lien entre le secteur privé, les droits de la personne et le développement suscite un intérêt de plus en plus grand. Des gouvernements, des ONG, des fondations et des institutions ont élaboré des stratégies pour mobiliser le secteur privé dans les programmes de développement et des droits de la personne. Il est temps que le secteur privé joue un rôle de premier plan dans la lutte contre la traite de personnes.

Pour accéder à cet article, veuillez-vous rendre à l'adresse http://brussels.gmfus.org/files/2013/03/BF2013Views_YWA.pdf [en anglais seulement].

Liste des biens produits par le travail des enfants ou le travail forcé (ministère du Travail des États-Unis, 2012)

L'objectif principal de ce rapport annuel, intitulé « List of Goods Produced by Child Labour and Forced Labour » (la liste), est de faire de la sensibilisation à l'égard du travail forcé et du travail des enfants dans la production de biens, qu'il s'agisse de briques, de tapis, de chaussures, de meubles ou de savon, ou encore de vêtements, de verre, d'électronique et de jouets, notamment, et à promouvoir les efforts visant à résoudre ces problèmes. Non punitive, la liste donne un point de départ pour le dialogue et l'action. Elle constitue également une ressource précieuse pour les entreprises et les sociétés dans l'évaluation des risques et les exercices de diligence raisonnable relatifs aux droits des travailleurs dans leurs propres chaînes d'approvisionnement.

Veuillez télécharger la liste à l'adresse http://www.dol.gov/ilab [en anglais seulement].

Free2Work – L'histoire derrière le code à barres

Le site et l'application mobile Free2Work permettent aux consommateurs de savoir ce que font leurs marques préférées dans la lutte contre la traite de personnes et le travail forcé des enfants. Des pages sur l'industrie offrent de l'information approfondie sur des questions particulières à certains secteurs. On y trouve également des informations sur la traite de personnes dans la chaîne d'approvisionnement. Pour en savoir davantage, rendez-vous à http://www.free2work.org/ [en anglais seulement].

Note à nos lecteurs

*Depuis le lancement du **Bulletin d'information du Canada sur la traite de personnes**, nous avons reçu des demandes de personnes et d'organismes de partout au Canada souhaitant que leur nom soit ajouté à notre liste de distribution. En raison de la quantité des demandes reçues, nous avons décidé de faire passer la publication du Bulletin à quatre fois par an (tous les trimestres).*

*Merci à tous ceux qui transmettent des sujets à étudier pour chaque numéro! Les sujets transmis qui ne sont pas inclus dans l'**Édition spéciale Partenariats publics-privés de lutte contre la traite de personnes** seront étudiés en vue du prochain numéro, à paraître en janvier 2014.*

Merci de faire de ce bulletin une réalité!

PROPOSER DES ARTICLES

Pour proposer des articles sur des activités, des événements ou des nouvelles concernant la traite de personnes, veuillez envoyer vos suggestions à HTT.GTTP@ps-sp.gc.ca.

COORDONNÉES

Pour en savoir davantage sur le bulletin d'information ou pour être ajouté à la liste de distribution, veuillez envoyer un courriel à HTT.GTTP@ps-sp.gc.ca.

Pour consulter le bulletin **en ligne**, veuillez visiter

http://www.publicsafety.gc.ca/cnt/rsrcs/pblctns/index-eng.aspx?t=hmn-trffckng (en anglais)

http://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrcs/pblctns/index-fra.aspx?t=hmn-trffckng (en français)

Le présent bulletin d'information est distribué un maximum de quatre fois par année par la **Division des crimes graves et du crime organisé** de **Sécurité publique Canada**, et son contenu est fourni par les intervenants canadiens œuvrant dans la lutte contre la traite de personnes. Sa pertinence repose sur l'information fournie par nos partenaires. Le contenu et les renseignements contenus dans ce bulletin ne correspondent pas nécessairement l'opinion du gouvernement du Canada ou de Sécurité publique Canada.